



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 158 du 9 juillet 2018

Pays Nordiques

Réputation. D'après le *Reputation Institute*, la Suède est, début 2018, le pays avec la meilleure réputation au monde. La Finlande se classe deuxième, la Norvège quatrième et le Danemark neuvième. La Suède gagne deux places par rapport au classement 2017. La Finlande est quant à elle passée du 7^{ème} rang en 2017 au deuxième en 2018.

Danemark

Etats-Unis. Dans l'éditorial du quotidien financier *Børsen* paru le 28 juin dernier, Steen Bocian alerte sur les conséquences pour l'économie danoise d'une possible « guerre commerciale » avec les Etats-Unis. L'économie danoise est en effet dépendante des échanges extérieurs, et le secteur des exportations emploie 775 000 personnes. Les Etats-Unis absorbent quant à eux 200 milliards DKK (27 Mds€) d'exportations en provenance du Danemark. 75 000 emplois au Danemark seraient directement ou indirectement liés aux exportations vers les Etats-Unis.

Croissance du crédit. Selon le Chef économiste de *Finans Danmark*, Niels Arne Dam, l'économie danoise poursuit sa phase de croissance, sans que la croissance du crédit aux particuliers et aux entreprises ne s'envole. Une étude récente de la Banque des Règlements Internationaux montre que le montant des prêts aux ménages et entreprises diminue depuis fin 2014 relativement au PIB. Il représente désormais 220% du PIB (taux le plus bas depuis 2008), tandis qu'il se situe légèrement au-dessus de 190% en France. Ces indices esquissent une croissance économique actuelle plus équilibrée que lors de la période pré-crise.

SAS. Le 27 juin dernier, le gouvernement norvégien s'est définitivement retiré du capital de la compagnie aérienne SAS, dans laquelle il détenait 9,88% des actions aux côtés de l'Etat suédois (14%) de l'Etat danois (14%), ainsi que de la sphère Wallenberg (6%). Le ministre des Finances danois, Kristian Jensen, a exprimé la volonté du gouvernement de rester au capital de l'entreprise nordique, qui est un vecteur de développement important pour le Danemark. SAS a transporté plus de 10 millions de passagers sur les 30 millions qui ont transité par l'aéroport de Copenhague en 2017.

Mærsk. Sous l'impulsion de son PDG Søren Skou, le fleuron danois *A.P. Møller Mærsk* entreprend depuis 2016 un recentrement de ses activités sur son cœur d'activité stratégique : le shipping. Cette stratégie s'est matérialisée par le rachat de *Mærsk Oil & Gas* par *Total* en mai dernier pour un montant de 7,45 milliards de dollars. Plus récemment, le groupe a rapproché ses filiales *Mærsk Supply Services* et *Mærsk Drilling* (secteur des énergies) via une joint-venture, avec un investissement conjoint de 20 milliards de dollars. La nouvelle entreprise, baptisée *Mærsk Decom* le 29 juin dernier, est capable de traiter 80% du processus de déclasserement des champs de pétrole et de gaz sachant qu'en mer du Nord, 400 d'entre eux devraient arriver à épuisement d'ici 2026. Dans le même temps, *Mærsk Supply Services* s'est lancée dans un partenariat avec *Vestas* pour développer une grue permettant l'installation plus efficace d'éoliennes on- et offshore. Ce projet *Vertical Installer* a d'ailleurs reçu une aide de 47 milliards DKK (6,3 Mds€) de la part du ministère danois de l'Energie. Selon le journal *Børsen*, ces deux rapprochements stratégiques devraient permettre, à terme, la revente des filiales *Supply Services* et *Drilling* de *Mærsk*.

Finlande

Compétitivité. Le Comité d'information sur l'évolution des coûts et des revenus (Ministère des finances finlandais) a relevé une diminution de 2,5% des coûts salariaux unitaires finlandais en 2017, notamment dues aux mesures prises à partir de 2017 dans le cadre du Pacte de compétitivité négocié en 2016 avec les partenaires sociaux. Selon la Commission européenne, ces coûts devraient progresser significativement moins vite que pour la zone euro ou la Suède en 2018 (+0,0% contre +1,4% pour la zone euro et +1,7% pour la Suède) et en 2019 (+0,5% contre +1,0% pour la zone euro et +1,8% en Suède). Leur niveau devrait toutefois rester supérieur à la moyenne de la zone euro.

Intelligence artificielle. Le groupe de travail de haut niveau sur l'intelligence artificielle a récemment publié un rapport sur l'avenir du travail à l'ère du numérique. Le rapport préconise notamment la création pour chaque employé d'un compte de formation personnalisé dédié à l'adaptation des compétences. Installé en mai 2017 par le ministre de l'Economie Mika Lintilä, ce groupe de travail constitué d'experts, d'acteurs académiques et de personnalités du secteur économique, est chargé de réfléchir au développement de l'intelligence artificielle à l'échelle du pays et de proposer des recommandations concrètes. Un premier rapport avait été publié en octobre 2017, parallèlement au lancement du programme « AI Finland » chargé du pilotage de la stratégie nationale en matière d'intelligence artificielle.

Energie. L'autorité finlandaise de l'énergie a annoncé le lancement d'un appel d'offres à la fin de l'année 2018 pour la fourniture de 1,4 TWh par an d'électricité produite à partir d'énergies renouvelables. Ce marché ne devrait pas être



négocié selon un tarif de rachat et la subvention publique accordée dépendrait notamment des variations des prix de l'énergie.

Emploi. Selon Statistics Finland, le taux de chômage a atteint son plus bas niveau en six ans en mai 2018 à 7,6%, poursuivant sa résorption entamée début 2017 (alors 8,8%). Parallèlement, le taux d'emploi, en tendance, s'améliore à 71,4 % (+2,3pp sur un an) et se rapproche de l'objectif gouvernemental de 72 %. Le chômage de longue durée diminue de 27,4% en mai 2018 par rapport à mai 2017, passant de 106 481 à 77 291 personnes, à comparer au pic de 127 899 atteint en août 2016. Le nombre de postes vacants en mai 2018 continue d'augmenter (+3,6% par rapport à mai 2017), suggérant des difficultés d'appariement sur le marché du travail.

Norvège

Excédent commercial. La Norvège a vu son excédent commercial bondir en mai (+79,9% sur un an), atteignant ainsi 16,3 MdsNOK (soit 1,7 Mds€), alors qu'il s'était contracté de 2 % durant les quatre premiers mois. Cette hausse s'explique principalement par la hausse des ventes de pétrole et de gaz naturel (+22%) grâce au rebond du cours du baril, ainsi que la hausse du prix du saumon tiré par une forte demande. Hors hydrocarbures et transport maritime, la balance commerciale accuse un déficit de 26,3 MdsNOK (2,8 Mds€) sur le mois et de 110,7 MdsNOK (11,7 Mds€) depuis le début de l'année.

Politique monétaire. Le ministère des finances, en accord avec les recommandations de la Norges Bank, a décidé de garder inchangé le niveau du coussin de fonds propres contracycliques (*countercyclical buffer*) pour les banques commerciales. Le coussin avait été relevé en décembre 2016 de 1,5 à 2%. Son objectif est de contrer les effets du cycle économique sur l'activité de prêts des banques. La Norvège connaît un taux d'endettement de ses ménages particulièrement élevé.

Taux de chômage : Le taux de chômage en Norvège a reculé en avril, à 3,7% de la population active contre 3,9% en mars, son plus bas depuis près de quatre ans. L'emploi a progressé sur trois mois avec 19.000 personnes supplémentaires en situation de travail. Le nombre de chômeurs a parallèlement baissé de 7.000, ressortant à 104.000 personnes à la fin du mois.

Niveau des prix. Un rapport d'Eurostat montre que le niveau des prix en Norvège est de 43% plus élevé que la moyenne des pays de l'UE. Des taxes élevées pèsent notamment sur les prix de l'alcool et du tabac.

Production de pétrole. La Norvège a vu sa production de pétrole reculer ce mois-ci (-5% selon une estimation provisoire), notamment en raison de problèmes techniques sur certains gisements et de travaux d'entretien. Cependant, d'après la Direction du pétrole, à long terme, la viabilité de la production ne semble pas mise en cause. Elle estime dans un rapport que seules 45% des ressources en hydrocarbures ont déjà été exploitées. Ainsi 4 000 millions de tonnes d'équivalent pétrole n'auraient pas encore été découvertes, les deux tiers étant situés en mer de Barents

Transports électriques. La Norvège continue sa conversion vers des modes de transport électrique. Suite au vol du premier avion électrique en Norvège, le PDG d'Avinor (société de gestion des aéroports norvégiens) a fixé l'objectif de rendre électrique l'ensemble du trafic aérien intérieur norvégien d'ici à 2040. Cette décision est cependant critiquée par le PDG de Norwegian (un des acteurs majeurs du secteur aérien), qui dénonce le manque de maturité des technologies du transport aérien électrique. Le secteur des transports terrestres électriques progresse, à l'instar du projet pilote entre la région de Ringsaker et Green Energy AS, qui a permis de mettre en circulation les premiers bus au monde équipés de panneaux solaires.

Ouverture de lignes Norwegian. A partir de l'automne, Norwegian desservira Tel Aviv depuis Oslo, devenant la première ligne régulière entre la Norvège et Israël. La compagnie s'intéresse également aux pays d'Asie, et souhaite ainsi bénéficier du même droit que la compagnie SAS, permettant le survol de la Sibérie. Les autorités russes ont cependant abandonné au mois de novembre les négociations qui devaient se tenir avant l'été. Cette volonté d'intensifier les vols vers l'Asie est partagée par Dag Falk-Petersen, le directeur d'Avinor, qui souhaite l'ouverture d'une liaison aérienne directe entre Gardermoen, l'aéroport d'Oslo, et la Chine. Une extension du terminal de l'aéroport d'Oslo consacré aux vols hors espace Schengen est prévue, dans le but d'accueillir 8 millions de passagers par an (contre 5,5 millions actuellement).

Grand contrat Nexans. Le fabricant de câbles Nexans a annoncé avoir remporté un contrat majeur auprès de la compagnie pétrolière Equinor (ex-Statoil) pour la fourniture de câbles ombilicaux sous-marins pour le champ pétrolier et gazier Troll. Le groupe français fournira au premier trimestre 2020 27 km de câbles ombilicaux complexes, comprenant des éléments électriques, optiques et hydrauliques, pour la phase 3 d'exploitation du champ. Cette troisième phase d'exploitation prévoit notamment la récupération de réserves de gaz qui n'ont pas encore été exploitées après plus de vingt ans de production du site. Le montant du contrat n'a pas été divulgué.



Islande

Dette privée. La dette des ménages et des entreprises en Islande représentait 259% du PIB en 2016 selon une étude récente du Fonds Monétaire International. L'Islande se situe ainsi à la troisième place des pays européens où la dette privée est la plus élevée, après le Luxembourg et l'Irlande.

Pêche. Après deux ans de négociations, l'Islande, le Groenland et la Norvège sont parvenus à un accord sur la distribution des quotas de pêche du capelan. Selon le nouvel accord signé par les trois pays, l'Islande a obtenu 80% des quotas de pêche, le Groenland 15% et la Norvège 5%.

Réforme constitutionnelle. Les présidents des partis politiques islandais représentés au Parlement se sont réunis le 29 juin afin de débattre du remaniement de la constitution islandaise, mesure promise par le gouvernement dans son programme de législature. A la suite de cette réunion, la commission a adopté un calendrier pour les deux prochaines législatures. Elle s'attellera en priorité à l'inclusion de nouvelles dispositions concernant la protection des ressources naturelles et de l'environnement. Les débats se concentreront ensuite sur les modalités de recours au référendum, puis sur la question des transferts de souveraineté et le modèle d'intégration de l'Islande à l'Union Européenne qui sera privilégié et la répartition des pouvoirs entre le Président et le gouvernement. La seconde partie de la mandature sera consacrée à la réforme du mode de scrutin législatif, la nomination des juges et le rôle de la Cour de Justice, les relations entre l'Eglise et l'Etat et la question de l'inclusion des droits sociaux et des minorités dans la Constitution.

Suède

APD. L'aide pour le développement suédoise a représenté en 2017 49 MdsSEK (4,7 Mds€) soit 1% du PIB du pays. A titre de comparaison, le budget de la défense pour 2017 était de 49,3 MdsSEK. Le montant de l'APD suédoise est le plus élevé jamais enregistré. En conséquence, SIDA accroit la proportion de financements pour le développement à destination de l'ONU ou d'autres organisations humanitaires. Près de la moitié des 49 MdsSEK d'APD suédoise transitent aujourd'hui par des organisations affiliées aux Nations Unies.

Brexit. Une étude menée par le cabinet d'avocats Baker McKenzie révèle que les compagnies suédoises réduisent leurs investissements en Grande-Bretagne en prévision du Brexit. Parmi les 130 entreprises suédoises interrogées, 55% répondent avoir réduit leurs investissements dans le pays et 47% estiment que le Brexit a eu un impact négatif sur leur chaîne d'approvisionnement.

Democrates de Suède. Alors que des élections nationales auront lieu début septembre, Jimmie Åkesson, le leader du parti d'extrême droite des Démocrates de Suède (SD) s'est récemment déclaré en faveur d'une sortie de la Suède de l'Union européenne s'il était élu. Le PDG d'Investor, Jacob Wallenberg, lui a répondu dans les colonnes de *Dagens Industri* en affirmant qu'il serait « irresponsable et dévastateur de quitter l'UE à un moment où l'ordre du monde qui a généré notre prospérité est menacé ».

Volvo Cars. L'entreprise automobile développe une nouvelle application pour smartphones baptisée M qui permettra de réserver des véhicules Volvo pour de courtes durées. Le service devrait être basé sur un abonnement et déployé au printemps 2019 dans les plus grandes villes suédoises et dans deux villes américaines. La jeune pousse Sunfleet, récemment rachetée par Volvo Cars, devrait progressivement être intégrée à la nouvelle application.

Bonus écologique. A partir du 1^{er} juillet 2018 un nouveau système de bonus-malus pour les premières immatriculations de véhicules dont le poids est inférieur à 3,5 tonnes entre en vigueur en Suède (hors deux roues). Les voitures qui émettent entre 0 et 60g de CO₂ par km bénéficient d'un bonus à l'échat, qui peut aller jusqu'à 60 000 SEK (6 000€) et est versé par l'Etat après six mois de détention du véhicule. A l'inverse les voitures qui émettent plus de 95g de CO₂ par km se voient taxées d'un malus proportionnel aux émissions supérieures au plafond de 95g/CO₂, et qui doit être acquitté chaque année pendant trois ans après la première immatriculation.

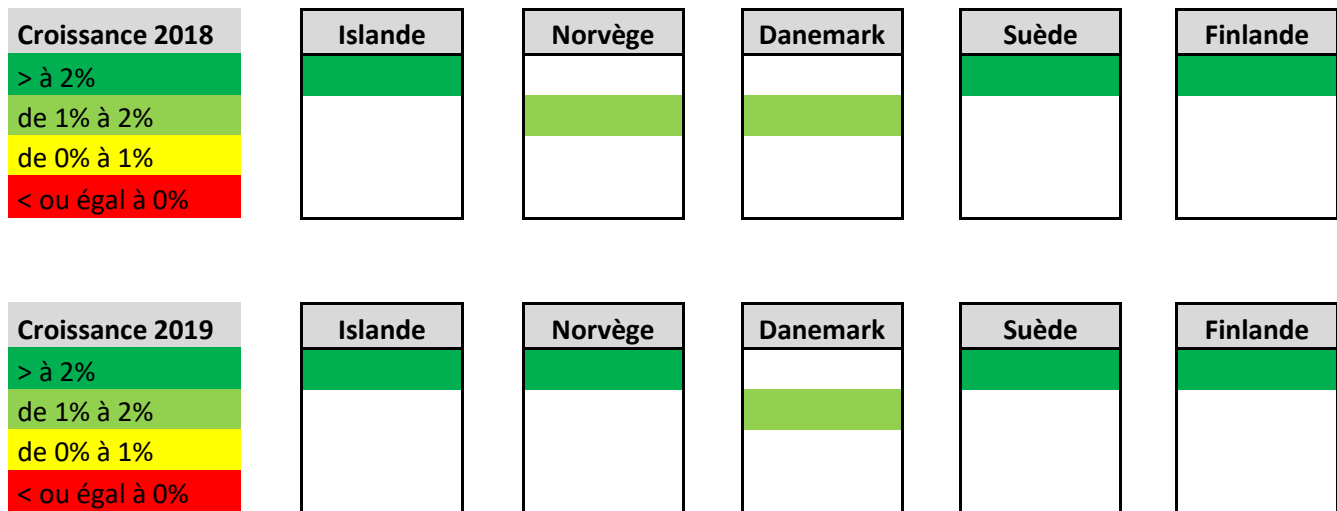
Centrale à hydrogène. L'énergéticien suédois Vattenfall a annoncé le 3 juillet avoir conclu un accord avec la compagnie pétrolière Preem pour construire la plus grande centrale de gaz à hydrogène d'Europe à Göteborg. La production devrait débuter d'ici 2 ans. Le gaz serait produit à partir d'un biocarburant issu des résidus de l'industrie papetière suédoise.

Nordea. Le fonds de pension suédois AMF a décidé de vendre une part de ses participations dans la banque Nordea pour un montant de 900 millions de SEK (87,5 M€). AMF a été l'un des actionnaires à voter contre le départ du siège de la banque de Stockholm vers la Finlande lors de l'assemblée générale du 15 mars 2018. AMF est le troisième plus important actionnaire de Nordea avec une participation totale représentant 5 milliards de SEK (4,9 Mds€).



La quinzaine nordique -9 juillet 2018 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions de printemps (mai 2018)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
PIB										
Gouvernement	1,9	1,7	2,9	1,8	1,9	1,9	2,6	2,1	-	-
Banque centrale	1,9	1,8	2,9	2,2	1,9	1,4	2,6	2,0	3,3	3,0
Institut stat./conj****	2,3	2,0	2,8	2,4	1,6	2,2	2,4	1,9	2,9	2,7
Commission*	1,8	1,9	2,5	2,3	1,7	2,0	2,6	2,0	3,1	2,9
FMI**	2,0	1,9	2,6	2,0	2,1	2,1	2,6	2,2	3,0	2,8
OCDE***	1,7	1,9	2,9	2,5	2,5	2,1	2,8	2,2	2,8	2,6
SEB	2,2	2,3	2,5	2,4	2,0	2,3	2,6	2,2	-	-
Nordea	1,8	1,7	3,0	2,5	2,4	2,4	2,5	1,9	-	-
Danske Bank	1,8	1,9	2,7	2,0	2,5	2,3	1,7	2,0	-	-

Source :

* Prévisions de printemps (mai 2018)

** World Economic Outlook (avril 2018)

*** Perspectives économiques (mai 2018)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Déficit public										
Gouvernement	-0,3	0,2	-0,7	-0,3	3,9	-	1,1	1,0	-	-
Commission*	-0,1	0,0	-0,7	-0,2	4,9	4,9	0,8	0,9	0,4	0,6
FMI**	-0,8	-0,5	-1,4	-0,9	3,7	3,8	1,1	0,7	1,2	1,1
OCDE***	-0,5	-0,4	-0,8	-0,5	4,9	5,1	1,0	0,9	1,4	1,3

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Dette publique										
Gouvernement	35,4	34,6	60,0	59,4	-	-	37,9	34,3	-	-
Commission*	33,6	32,3	60,4	59,6	33,3	32,0	38,0	35,5	41,2	38,4
FMI**	35,9	35,1	60,5	59,6	36,7	36,7	38,0	34,4	38,4	34,9

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Autres										
inflation (IPCH)*	0,8	1,4	1,4	1,7	2,2	2,3	1,9	1,7	2,3	2,9
cons. privée*	2,0	2,2	1,8	1,8	2,1	1,8	2,3	2,2	5,3	4,0
chômage (BIT)*	5,5	5,2	8,4	8,3	3,4	3,2	6,3	6,3	4,3	4,2

Source :

* *Prévisions de printemps (mai 2018)*

** *World Economic Outlook (avril 2018)*

*** *Perspectives économiques (mai 2018)*

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

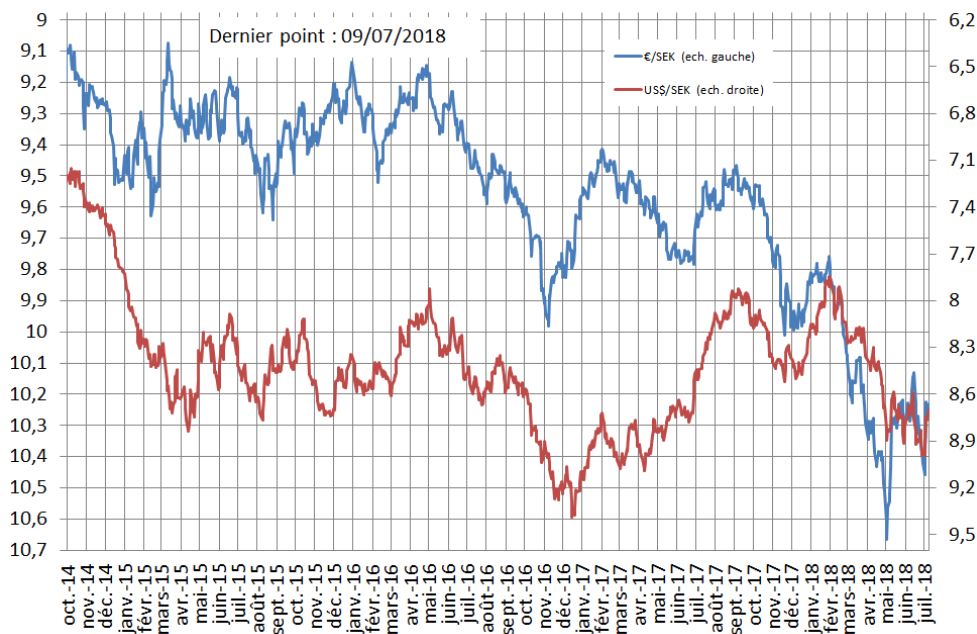
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

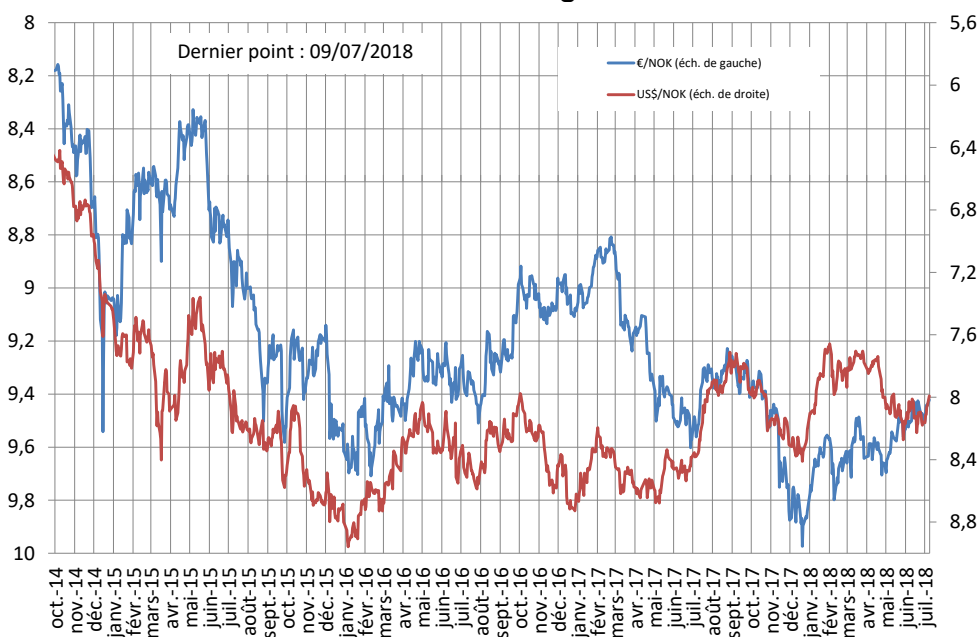


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Economique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J-T. Pénet, L. Miraux), Helsinki (P. Pouliquen, T. Cardiel, H. Salomon), Oslo (E. Gabla, S. Morvan), de l'ambassade de France en Islande (R. Girard) et du Service Economique Régional de Stockholm (F. Lemaître, J. Grosjean, R. Saudrais, L. André).